



**Établissement public
chargé de la conservation et de la restauration
de la cathédrale Notre-Dame de Paris**

OPERATION DE RESTAURATION PHASE 3 - CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP-AC)**

Marché public de services (Prestations Intellectuelles)

Marché n°2025-047

**MISSIONS D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION ET LOGISTIQUE DANS LE CADRE DE L'OPERATION
DE RESTAURATION DE LA CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS (PHASE 3)**

Procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2.1° du code de la commande publique

SOMMAIRE

1. OBJET, FORME ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.1 Contexte du marché	4
1.2 Objet du marché	4
1.3 Procédure de passation et forme du marché	5
1.4 Obligations de résultats	5
1.5 Limite d'exclusivité	5
1.6 Tranches et prestations supplémentaires éventuelles	5
1.7 Prestations similaires	6
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
3. DUREE	8
3.1 Durée de l'accord-cadre	8
3.2 Durée des marchés subséquents	8
3.3 Durée des bons de commande	8
3.4 Délais d'exécution	8
4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	9
5. MODALITES PARTICULIERES CONCERNANT LES MARCHES SUBSEQUENTS	10
5.1 Objet des marchés subséquents	10
5.2 Forme des marchés subséquents	10
5.3 Modalités de passation des marchés subséquents	10
6. MODALITES PARTICULIERES RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE	11
6.1 Contenu des bons de commande	11
6.2 Notification et exécution des bons de commande	11
6.3 Modification des bons de commande	12
6.4 Particularités	12
7. PRIX ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	13
7.1 Contenu des prix	13
7.2 Révisions des prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents	13
8. VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS	15
9. MODALITES DE REGLEMENT	16
9.1 Modalités de paiement	16
9.2 Délai global de paiement	18
9.3 Intérêts moratoires	18
10. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	20
11. PENALITES	22
12. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE	24
13. SOUS-TRAITANCE	25
14. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	26
15. CLAUSE DE REEXAMEN	27
16. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE – OBLIGATION DE DISCRETION	28
16.1 Confidentialité – Mesures de sécurité	28
16.2 Obligation de discrétion	28
17. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	29
18. ASSURANCES – SINISTRES	30
19. RESILIATION	31

20. LITIGES	32
INSTANCES COMPETENTES	32
INTERVENTION DU CCNRA.....	32
21. DEROGATIONS	33

1.1 Contexte du marché

Après une première phase de travaux destinée à sécuriser l'édifice (phase 1 – sécurisation), une ample opération de restauration de la cathédrale destinée à réparer l'essentiel des dégâts de l'incendie de 2019 a permis sa réouverture au culte et à la visite le 8 décembre 2024 (phase 2 – restauration).

Les fonds collectés dans le cadre de la souscription nationale créée par la loi du 29 juillet 2019 relative à la conservation et à la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris excèdent le montant des dépenses programmées pour ces deux premières phases de travaux. Ils permettent d'envisager l'engagement de nouvelles campagnes de restauration postérieurement à la réouverture de la cathédrale et nécessaires à sa conservation, l'Etat étant appelé, à l'achèvement de celles-ci, à prendre le relai des fonds collectés dans le cadre de la souscription nationale pour parachever la restauration de la cathédrale.

Le titulaire est informé que l'opération de restauration - phase 3 débutera alors que les travaux de restauration – phase 2 seront en voie d'achèvement.

Il est précisé qu'une partie des installations de chantier des travaux de restauration-phase 2 a vocation à rester sur site pour être réutilisée durant la phase 3.

L'opération de restauration - phase 3 est décomposée en 5 sous-opérations sur la base de critères fonctionnels, techniques, géographiques et/ou calendaires :

- Une sous-opération « SO_INST » (tranche ferme du marché MOE) comprenant :
 - o la base-vie
 - o les installations de chantier.
- Une sous-opération « SO1 » consistant en la restauration extérieure du chevet (tranche ferme du marché MOE) ;
- Une sous-opération « SO2 » consistant en la construction des locaux techniques définitifs (tranche ferme du marché MOE) ;
- Une sous-opération « SO3 » consistant en la restauration extérieure de la sacristie (tranche ferme du marché MOE : éléments de mission AVP à PRO – tranche optionnelle du marché MOE : AMT, VISA, DET et AOR) ;
- Une sous-opération « SO4 » consistant en la restauration extérieure du presbytère (tranche optionnelle du marché MOE).

La liste de ces sous-opérations pourra être complétée/modifiée en fonction des résultats de l'étude de diagnostic en cours sur d'autres parties de l'édifice.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire pourra se voir confier, au moyen de marchés subséquents successifs, des missions relatives à chacune des sous-opérations de la phase 3 de l'opération de restauration.

1.2 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des missions d'ordonnancement, de pilotage et de coordination et de logistique, dans le cadre de l'opération de restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris (phase 3).

Conformément à l'article R.2431-17 du code de la commande publique, l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier ont respectivement pour objet :

- D'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ;
- D'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
- Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les marchés publics de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

1.3 Procédure de passation et forme du marché

Le présent marché a été passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert au sens du code de la commande publique, notamment des articles L.2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2.1° du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché mono-attributaire passé sous la forme d'un accord-cadre. Conformément à l'article R2162-3 du code de la commande publique, il s'exécute en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 6 000 000 euros HT sur toute la durée du marché.

1.4 Obligations de résultats

Ce marché comporte pour le Titulaire une obligation générale de résultats pour les prestations objet du marché qui constitue un ensemble techniquement et juridiquement indissociable. Les objectifs en matière de résultat sont décrits dans les pièces du marché.

Pour satisfaire à cette obligation, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualités conformes aux niveaux définis par le pouvoir adjudicateur.

Au cas où les moyens définis par le Titulaire dans son mémoire ne seraient pas adaptés, il en supporterait seul les conséquences et ne pourrait s'en prévaloir pour diminuer la qualité des prestations.

De même, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de travail pour réclamer une quelconque révision en hausse du prix des prestations.

1.5 Limite d'exclusivité

Si le Titulaire n'est pas en mesure d'honorer une prestation, le pouvoir adjudicateur est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le Titulaire, et en fonction du montant estimé de son besoin, il peut recourir à :

- un marché sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R. 2122-8 du code de la commande publique si la valeur estimée de la commande est inférieure à 40 000 € HT ;
- une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique, si la valeur estimée est égale ou supérieure à 40 000 € HT.

L'acheteur se réserve également la possibilité d'acquérir les prestations en dehors du présent marché, et donc, de recourir à un tiers, sans préjudice et indemnités pour le titulaire du présent marché, dans les cas suivants :

- Prestations, objet du marché, connexes à une/un opération/projet/marché.

1.6 Tranches et prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

1.7 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique portant sur la réalisation de travaux ou services similaires à ceux confiés au titulaire.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont listées à l'acte d'engagement. Il est dérogé à l'article 4 du CCAG-PI.

Le Titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle de ces pièces avant le commencement des prestations faisant l'objet du présent article et reconnaître qu'il en a une parfaite connaissance.

3. DUREE

3.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans. Il prend effet à compter de sa date de notification.

3.2 Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera mentionnée dans son cahier des charges à l'occasion de leur passation. Cette durée est déterminée au vu du programme de l'opération.

Les marchés subséquents pourront être conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de sa validité.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut fixer une durée d'exécution telle que l'exécution des marchés subséquents se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

3.3 Durée des bons de commande

Les bons de commande pourront être émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de sa validité.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut fixer une durée d'exécution telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-PI, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

3.4 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations seront précisés dans les marchés subséquents et/ou bons de commande.

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le CCAP et le CCTP de l'accord-cadre ont pour objet de définir les principales modalités de passation et de forme des marchés subséquents et bons de commande, le périmètre des prestations ainsi que les dispositions contractuelles générales qui leur seront applicables ainsi que le périmètre des prestations.

Les prestations à exécuter seront précisées dans les marchés subséquents et bons de commande.

La mission du titulaire porte sur des phases d'études et/ou sur des phases de réalisation.

En application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, les prestations du marché doivent être exécutées par l'équipe présentée dans l'offre du titulaire. L'article 3 du CCTP du présent marché déroge aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI en ce qui concerne les modalités de remplacement d'un membre de cette équipe.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-PI, les ordres de service sont visés par le maître d'ouvrage puis signés et notifiés par le MOE via l'outil de gestion EDIFLEX. La date de signature du MOE vaut date de notification de l'ordre de service au titulaire. Ils peuvent être notifiés dès la notification du marché.

5. MODALITES PARTICULIERES CONCERNANT LES MARCHES SUBSEQUENTS

5.1 Objet des marchés subséquents

Les pièces des marchés subséquents préciseront notamment :

- La durée de chacun des marchés subséquents, correspondant aux délais de réalisation de l'opération sur lesquels s'engage le Titulaire ;
- Le programme des travaux à réaliser, spécifique à chaque opération et relatif au marché subséquent correspondant.

5.2 Forme des marchés subséquents

Les marchés conclus sur la base du présent accord-cadre ne donneront pas lieu à une remise en concurrence préalable. Ils seront attribués au titulaire de l'accord-cadre.

Ils seront traités à prix global et forfaitaire.

Les prix des marchés subséquents devront être établis dans le respect des prix plafond du Référentiel prix de l'accord-cadre (prix de référence maximum), sans que la liste des prix de ce référentiel soit limitative. Le Titulaire s'engage sur ces prix plafond durant toute la durée du présent accord-cadre. En conséquence, la décomposition des prix globaux et forfaitaires des marchés subséquents devra faire apparaître, pour les prestations concernées, des prix ne dépassant pas ces prix plafonds.

5.3 Modalités de passation des marchés subséquents

Lors de la survenance d'un besoin, le pouvoir adjudicateur sollicitera le titulaire par le biais d'une lettre de consultation accompagné d'un dossier de consultation.

Sur la base de ce dossier, le titulaire présentera son offre pour répondre au besoin défini.

Cette offre ne peut toutefois avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'accord-cadre ou l'objet de l'accord-cadre.

La date limite de remise de l'offre sera fixée dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents peuvent être émis simultanément pour des sous-opérations distinctes. Dans ce cadre, le Titulaire devra optimiser tant les moyens que les ressources affectées à l'exécution des marchés subséquents et des bons de commande.

Ainsi, le Titulaire s'engage dans sa réponse à chacun des marchés subséquents, à prendre en compte les moyens et ressources déjà affectés au(x) marché(s) précédent(s).

6. MODALITES PARTICULIERES RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

6.1 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte au moins :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Le délai d'exécution des prestations commandées ;
- Le montant du bon de commande, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Le montant du bon de commande est calculé sur la base des prix figurant dans le BPU annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

6.2 Notification et exécution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception ou par tout autre moyen informatique (plateforme de gestion des commandes / outil budgétaire ou comptable...).

Lorsque le pouvoir adjudicateur procède à la notification d'un bon de commande par courriel, le Titulaire doit en accuser réception par courriel dès réception ou au plus tard le jour ouvré suivant (1 jour ouvré). A défaut de réponse dans ce délai, la notification est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, le Titulaire dispose d'un délai de **deux (2) jours ouvrés** pour présenter par écrit ses observations éventuelles au signataire des bons de commande, à compter de la réception de ces derniers.

Les bons de commande seront notifiés pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les durées d'exécution seront déterminées dans chaque bon de commande.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Seuls les bons de commande validés par le représentant du pouvoir adjudicateur dans Ediflex pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non validé dans Ediflex ne sera payée.

Le Titulaire devra se conformer aux instructions données par les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur.

En cas de dénonciation et de même à l'échéance normale du terme contractuel de l'accord-cadre, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commandes notifiés au cours de la période de validité de l'accord-cadre.

En cas de défaillance totale ou partielle dans l'exécution de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant.

6.3 Modification des bons de commande

Si en cours d'exécution d'un bon de commande, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

6.4 Particularités

Pour les prestations ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire, l'établissement d'un devis sous cinq (5) jours calendaires sauf délai plus favorable spécifié par le pouvoir adjudicateur. Ce devis doit être préalablement accepté par le pouvoir adjudicateur. Les prestations comprises dans ce devis font l'objet d'un bon de commande.

La notification du bon de commande correspondant vaut intégration de ces prix au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Il s'agit d'une clause de réexamen au sens de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié dans l'hypothèse décrite au présent article sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant signé des deux parties.

7. PRIX ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Contenu des prix

Les prix rémunérant les prestations du marché comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières suivantes :

- Induites par l'environnement (locaux, conditions d'accès, etc.) ;
- Dues aux contraintes horaires ;
- Dues aux diverses réunions, qu'elles soient techniques ou de coordination ;
- Dues aux prescriptions de sécurité ;
- Dues aux contraintes des congés légaux ;
- Liées à toutes les prestations décrites au présent document ;
- Liées au plomb.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, il est précisé que le prix de chaque marché subséquent ou de chaque bon de commande inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au Titulaire. Ces frais incluent notamment :

- Les frais de main d'œuvre et de déplacement des personnels ;
- Les frais d'hébergement et de restauration des personnels ;
- Les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage, de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation et d'enlèvement des fournitures et matériels ; les outillages, les moyens d'accès et de manutention, les équipements de protection individuelle et les appareils de mesure et de contrôle ;
- Les travaux de secrétariat ;
- Les frais de reproduction et de diffusion des documents que le Titulaire doit établir dans le cadre de sa mission ;
- Les fournitures de bureaux, les matériels et logiciels informatiques nécessaires à l'exercice de la mission.

Le Titulaire sera toujours tenu, moyennant le prix fixé à sa soumission, de mener jusqu'à complet achèvement toutes les prestations qui lui auront été attribuées, y compris celles non décrites mais nécessaires à la parfaite réalisation de la prestation.

Aucune majoration pour frais annexes, notamment frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des intervenants et frais liés à la contraintes plomb, ne sera admise en cours d'exécution du marché. Aucune réclamation ne pourra être émise à propos des sujétions liées au plomb.

7.2 Révisions des prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre tels que définis dans le Référentiel Prix et le Bordereaux des Prix Unitaires sont révisables afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques par l'application de la formule ci-après définie et ce, mensuellement, à **la date anniversaire de la notification du marché.**

Les prix figurant dans les marchés subséquents sont également révisibles par l'application de la formule ci-après définie et ce, annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché subséquent.

Indice de référence (publié sur INSEE) : ING - Ingénierie - Base 2010 – Identifiant 001711010

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \frac{I_m}{I_0}$$

Dans laquelle I₀ et I_m sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m₀ (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit :

- a) durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois : index du mois au cours duquel les prestations relatives à l'élément sont remises au maître d'ouvrage ;
- b) durée d'exécution supérieure à un mois : moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est exécutée la prestation ;
- c) Si les prestations ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix se poursuit pour la partie des prestations non accomplies.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Révision provisoire - révision définitive

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier état d'acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

Modification d'index

En cas de modification d'indices ou d'index, un avenant ne sera pas nécessaire dans les cas suivants :

- lorsque la modification a pour objet de prolonger une ancienne série par une série correspondante (nouvelle) avec un coefficient de raccordement quand la série correspondante est unique ;
- quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, lorsqu'en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index (notamment son numéro de référence BTxx, EVxx ou TPxx) n'est pas substantiellement modifié.

8. VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les documents produits par le titulaire sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur en deux exemplaires sous format « .doc » et « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format .xls pour ce qui concerne les tableaux.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se prononce sur l'acceptation des documents dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la date de la remise des documents. A défaut, l'admission des prestations est tacitement prononcée à l'expiration de ce délai.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les modalités d'admission des prestations des marchés subséquents seront fixées dans leur cahier des charges respectifs.

Sauf mention particulière et/ou dérogatoire dans les bons de commande, leurs modalités d'admission sont les suivantes : à réception de la demande de paiement sur EDIFLEX (cf article 9 du CCAP-AC), le pouvoir adjudicateur prendra, au vu du détail des prestations dont le règlement est demandé et des opérations de vérification effectuées pour ces prestations, une décision d'admission, de réfaction, de rejet ou d'ajournement.

La décision d'admission ou de réfaction sera matérialisée par la mise en intention de paiement sur EDIFLEX, par le pouvoir adjudicateur, de la demande de paiement. Elle prend effet à la date de cette mise en intention de paiement. Le titulaire est informé de cette mise en intention de paiement via EDIFLEX. La décision d'ajournement ou de rejet est prise selon les dispositions prévues par le CCAG-PI.

Les demandes de paiement sont gérées via une plateforme dématérialisée de gestion des commandes et des situations (EDIFLEX à la date de publication du présent marché).

9.1 Modalités de paiement

9.1.1 Dispositions générales

Outre les mentions spécifiques précisées dans les pièces de l'accord-cadre, les demandes de paiement doivent indiquer:

- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- Les références précises du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer au titulaire toute demande de paiement ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la demande de paiement.

Les demandes de paiement doivent être établies au nom et adresse suivants :

Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris

Base vie chantier – Quai de l'Archevêché

75004 PARIS

Cette adresse est susceptible d'être modifiée en cours d'exécution du marché. Le cas échéant, elle le sera par voie d'ordre de service sans que l'établissement d'un avenant ne soit nécessaire.

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions précisées au CCAG-PI en tenant compte des dérogations du présent CCAP dans les conditions fixées dans l'annexe 1 au présent CCAP (relative au service d'échange électronique de gestion financière (EDIFLEX)).

Les identifiants de l'établissement sur la plateforme CHORUS PRO sont les suivants :

- Code SIRET : 200 090 777 00026
- Code service : DO
- Numéro d'engagement : communiqué lors de la notification du marché subséquent ou à relever sur chaque bon de commande.

Le sous-traitant admis au paiement direct transmet ses demandes de paiement selon le cadre de facturation dédié, permettant sa validation préalable par le titulaire (le cas échéant, par le co-traitant dont il est sous-traitant, puis par le mandataire). La validation du titulaire (le cas échéant, du co-traitant dont il est sous-traitant) vaut attestation de paiement direct.

9.1.2 Modalités de paiement des prestations objet des marchés subséquents

Acompte

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels.

Les demandes d'acomptes mensuels seront présentées, via Ediflex. Le montant de chaque acompte mensuel sera égal au montant du marché subséquent divisé par le nombre de mois de sa durée.

Les demandes d'acomptes mensuels seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur et feront apparaître :

1. l'évaluation du montant, en prix de base, suivant la décomposition du montant forfaitaire figurant sur la DPGF ;
2. les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité, prime ou réfaction dont les éléments de liquidation sont connus ;
3. l'incidence de la clause de variation de prix ;
4. le cas échéant, l'incidence du remboursement de l'avance forfaitaire ;
5. l'incidence de la TVA ;
6. le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2, 3, 4, 5 ci-dessus augmentée, le cas échéant, des intérêts moratoires.
7. en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
8. en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC et le cas échéant les variations de prix HT et TTC ;
9. le cas échéant, les indemnités et retenues établies conformément aux dispositions du présent CCP-AE ;
10. la date de la demande de paiement.

Le pouvoir adjudicateur vise la demande d'acompte et l'assortit, le cas échéant, de corrections complémentaires.

Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues par les pièces de l'accord-cadre, et le cas échéant du marché subséquent, et au terme de celle-ci, le titulaire présente sur Ediflex une ultime situation qui vaudra solde du marché subséquent, correspondant aux prestations fournies.

Le montant de cette situation de solde sera vérifié par le pouvoir adjudicateur et reprendra le montant des sommes dues au Titulaire pour sa mission, diminué du montant cumulé des acomptes payés. Le solde du marché subséquent fait apparaître :

- 1- le montant des sommes dues au titre de la mission ;
- 2- les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Titulaire en application des dispositions de l'article 19 du présent CCP-AE et ce, depuis le début du marché ;
- 3- le montant en prix de base et hors TVA, du au titre de la mission qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- 4- le montant en prix de base et hors TVA du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- 5- le montant en prix de base et hors TVA du solde qui est égal au poste c du présent décompte diminué du poste d ci-dessus ;

- 6- l'incidence de la clause de variation des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- 7- l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire ;
- 8- l'incidence de la TVA ;
- 9- l'état du solde, ce montant étant la récapitulation des points 5, 6, 7 et 8 ci-dessus ;
- 10- si des acomptes ont été versés, la récapitulation de ces acomptes ainsi que du solde à verser.

8.1.3 Modalités de paiement des prestations objet des bons de commande

Les bons de commande peuvent faire l'objet de paiement d'acomptes dans les mêmes conditions que les prestations objet des marchés subséquents. Le paiement du solde intervient après achèvement complet des prestations.

Le titulaire devra adresser ses demandes de paiement d'acompte et de solde via Ediflex.

La demande de paiement devra comporter, outre les mentions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI, les indications suivantes :

- 1- le nom ou la raison sociale, et l'adresse du créancier, les coordonnées bancaires de son compte tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- 2- la référence du marché et du bon de commande ;
- 3- la nature des prestations exécutées ;
- 4- la date d'exécution des prestations ;
- 5- le montant HT des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché ;
- 6- les éléments assujettis à la TVA sont précisés en les distinguant selon le taux applicable ;
- 7- le cas échéant, application des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- 8- compte tenu de ce qui précède, le montant total TTC des prestations exécutées ;
- 9- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- 10- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC et le cas échéant les variations de prix HT et TTC ;
- 11- le cas échéant, les indemnités et retenues établies conformément aux dispositions du présent CCP-AE ;
- 12- la date de la demande de paiement.

9.2 Délai global de paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues par virement bancaire dans les délais fixés réglementairement à compter de la réception de la demande de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

9.3 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global réglementaire ouvre de plein droit et sans autre formalité au Titulaire le versement d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, à la condition que les factures n'aient fait l'objet d'aucune réserve du pouvoir adjudicateur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de huit points (à la date de publication du marché). Le pouvoir adjudicateur versera également au titulaire l'indemnité forfaitaire prévue légalement (40 euros au titre des frais de recouvrement à la date de publication du marché).

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ils sont calculés sur le montant total de la demande de paiement toutes taxes comprises.

10.1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI est applicable.

Les conditions de versement de l'avance sont fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-18 et R2193-17 à R2193-21 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est ni révisable ni actualisable.

10.1.1 Avance versée au titulaire

Pour les marchés subséquents

Sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire si le montant du marché subséquent est de plus de 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

Ce taux est porté à 20 % lorsque le Titulaire du marché public (ou le cotraitant concerné en cas de groupement) admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Pour le calcul de l'avance, la durée prise en compte est celle de la durée du marché subséquent.

Le paiement de cette avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute, pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché et se termine quand le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Pour les bons de commande

Sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire si le montant du bon de commande est de plus de 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

Ce taux est porté à 20 % lorsque le Titulaire du marché public (ou le cotraitant concerné en cas de groupement) admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Pour le calcul de l'avance sur les bons de commande, la durée prévisionnelle des prestations prise en compte est la durée d'exécution prévisionnelle du bon de commande.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute, pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est supérieure à 1 an, le remboursement de l'avance se termine quand le montant des prestations exécutées, objet du bon de commande, atteint 80% du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

10.1.2 Avance versée au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants sous réserve que le montant du marché subséquent ou du bon de commande soit supérieur à 50 000 euros et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées aux articles R.2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à l'article R. 2193-3.

Le taux de l'avance est de 5%.

Il est porté à 20 % lorsque le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués conformément à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

10.2 Cession et nantissement

Les créances nées de l'exécution du marché public passé peuvent faire l'objet d'une cession ou nantissement en application de l'article R. 2191-45 du code de la commande publique. La notification prévue aux articles R. 2191-54 à R. 2191-58 du code de la commande publique devra être adressée à l'adresse mentionnée ci-après :

L'Agent Comptable de l'Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris

Base vie chantier – quai de l'Archevêché – 75004 PARIS

10.3 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée dans le cadre de ce marché.

11. PENALITES

En cas de non-respect de ses engagements par le titulaire, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités ci-après

Les pénalités sont, les cas échéants cumulables entre elles et s'appliquent sans mise en demeure quel que soit leur montant par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Elles s'appliquent également dès le premier euro.

Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise. Elles ne sont pas libératoires.

Aussi, nonobstant l'application des pénalités, le Titulaire est tenu de remédier aux non-conformités constatées dans les délais prévus.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités, quel qu'en soit le motif (retard, mauvaise exécution, etc), est plafonné à 20% du montant du marché subséquent concerné et 20% du bon de commande concerné – nonobstant l'application de pénalités complémentaires de non-restitution de documents, logiciels, bases de données et de restitution des installations en bon état de fonctionnement et d'entretien en fin de marché.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants. Le mandataire demeure responsable de leur paiement.

Pénalités générales :

- Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, tout retard du titulaire dans l'exécution de ses prestations, ne faisant pas l'objet d'une pénalité particulière ci-après, est passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité calculée par application de la formule suivante

$$P = V \times R / 3000$$

Dans laquelle : P= Montant de la pénalité ;

V= Valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R= Nombre de jours de retard.

- En cas de mauvaise exécution des prestations, ne faisant pas l'objet de pénalités particulières ci-après, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 euros par manquement constaté et par jour calendaire.

Pénalités particulières :

Cas constaté	Pénalités applicables
Retard supérieur à 30 min aux réunions ou rendez-vous	150 € par rendez-vous
Absence aux réunions ou rendez-vous	200 € par absence constatée
Pénalité pour retard dans l'exécution de la mission	150 € par jour calendaire en cas de retard dans l'achèvement de la mission
Retard dans la présentation d'un remplaçant qualifié	100 € par jour calendaire de retard
Retard dans la délivrance du livrable conforme au cahier des charges	200 € par jour calendaire de retard par livrable
Pénalités pour défaut de mise à jour des documents (PGC, RJC, etc.)	100 € par manquement par document
Pénalités pour défaut de signalement au pouvoir adjudicateur d'infractions graves pouvant engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou mettre à mal la sécurité du chantier	500 € par manquement
Manquement au devoir de conseil	200 € par manquement constaté
Non-respect du délai de transmission des attestations d'assurance ou contrat de sous-traitance (dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI)	150 € par jour calendaire de retard

Réfections pour remplacement ou réparations

Il est prélevé des réfections égales au montant des dégradations ou dommages imputables au titulaire ou à toute personne travaillant pour lui et occasionnés au pouvoir adjudicateur, à son personnel ou toute personne intervenant pour son compte.

Il va de même en cas de nécessité de remplacer tout moyens d'accès ou toute ou partie des fermetures, à la suite de pertes ou de vols imputables au titulaire ou à toute personne travaillant pour son compte, en raison notamment à un manquement à ses obligations contractuelles.

12. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les articles 32 à 35 du CCAG-PI sont applicables sous réserve des dérogations suivantes :

- Par dérogation aux dispositions des articles 35.2.1 et 35.2.2 les cessions de droit sur les résultats sont consenties par le Titulaire à l'acheteur à titre exclusif ;
- Par dérogation aux dispositions de l'article 35.3.1, le Titulaire n'est pas autorisé à exploiter commercialement les résultats et ne dispose pas du droit d'utilisation des connaissances antérieures fournies par l'acheteur.

13. SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L. 2193-1 du code de la commande publique, le marché ne peut faire l'objet d'une sous-traitance que dans les conditions définies la réglementation en vigueur.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement.

Le cas échéant, le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur un acte de sous-traitance (formulaire DC4) accompagné de tout document permettant d'estimer les capacités techniques et financières de la société à laquelle il envisage de sous-traiter une partie des prestations. Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article D.8254-1 du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

Le formulaire et sa notice explicative sont disponibles via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance peuvent être réalisés par acte spécial ou avenant, dès lors que le Titulaire peut, conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique :

- soit obtenir la modification de la formule de l'exemplaire unique ;
- soit fournir une attestation de l'établissement bancaire justifiant l'annulation du nantissement préalable ou que la cession de créance ou le nantissement ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

14. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire, ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis avant la notification du marché public, et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le présent marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

15. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de la R. 2194-1 du code de la commande publique, il peut être fait application des clauses de réexamen stipulées ci-après :

- L'article 6.4 du présent CCAP, prévoyant que des prix unitaires nouveaux puissent être ajoutés au bordereau des prix unitaires sans que la formalisation d'un avenant soit nécessaire constitue une clause de réexamen ;

16.1 Confidentialité – Mesures de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants sont tenus au respect des mesures de confidentialité et de sécurité prévues à l'article 5 du CCAG-PI.

16.2 Obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le contrat aux torts du Titulaire, aux frais et aux risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au titre de l'article 1384 du Code Civil.

17. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour les besoins de l'exécution du marché, chaque partie est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés de l'autre partie et/ou des employés des éventuels sous-traitants et autres partenaires de l'autre partie (ensemble ci-après les « Préposés et Partenaires d'une partie »).

Chaque partie traite, en qualité de responsable de traitement, au sens du RGPD, les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie.

Chaque partie s'engage à traiter les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée, au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), à la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 dit « vie privée et communications électroniques » telle que modifiée, ainsi que tout autre texte national ou européen qui viendrait à amender ou compléter les dispositions en vigueur à la date du présent marché et qui seraient applicables à l'une ou l'autre des parties (ensemble ci-après la « Règlementation sur les données personnelles »).

Si les données personnelles des Préposés et Partenaires d'une partie sont initialement collectées par cette partie, il lui appartient de les informer le cas échéant du transfert de leurs données à caractère personnel à l'autre partie. Chaque partie garantit que la collecte initiale et le traitement des données à caractère personnel des Préposés et Partenaires qu'elle fournit à l'autre partie ont été faits conformément à la Règlementation sur les données personnelles.

Chaque partie est autorisée à faire appel à un ou des sous-traitants pour mener tout ou partie des activités de traitement de données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie. Il appartient à chaque partie, en sa qualité de responsable de traitement, de s'assurer que le ou les sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de sécurité et de confidentialité des données à caractère personnel, de manière que le traitement réponde aux exigences de la Règlementation sur les données personnelles. Si le ou les sous-traitants d'une partie ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données à caractère personnel, cette partie demeure pleinement responsable de l'exécution par le ou les sous-traitants de leurs obligations.

Chaque partie fournira aux personnes concernées par les traitements de données à caractère personnel, les coordonnées de la personne chargée de traiter les demandes de droit d'accès, de rectification et/ou d'effacement de données à caractère personnel.

Sous réserve de l'application de dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, les données personnelles collectées dans le cadre du présent marché seront conservées jusqu'à la fin de l'exécution des prestations du marché.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est responsable des dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution des prestations du marché peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel, au pouvoir adjudicateur (y compris ses agents et toute personne intervenant pour son compte) ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur (y compris ses agents et toute personne intervenant pour son compte), au Diocèse, au ministère de la Culture ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels, consécutifs ou non, causés à l'occasion de l'exécution / non-exécution des prestations.

Il fournira dans les 15 jours calendaires suivant la notification du marché une attestation d'assurance et, dans le même délai, au début de chaque nouvelle période annuelle.

En cours d'exécution du marché public, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le Titulaire du marché s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

En cas de survenance d'un sinistre donnant lieu à déclaration auprès des assurances du pouvoir adjudicateur, le Titulaire est tenu d'établir un formulaire de déclaration de sinistre dommages complété, accompagné éventuellement de photos du sinistre. Le Titulaire remet ce dossier au pouvoir adjudicateur dans un délai de :

- un (1) jour pour le vol ou le vandalisme ;
- cinq (5) jours pour les autres sinistres.

Le Titulaire est tenu de participer à toutes les visites et réunions d'expertise en cas de sinistre et il doit conserver tous les éléments ayant trait au sinistre en vue de l'expertise et de la détermination des responsabilités.

19. RESILIATION

Le Pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- soit pour évènements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 37 du CCAG-pi ;
- soit pour évènements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 38 du CCAG-pi ;
- soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-PI et des cas complémentaires indiqués ci-dessous ;
- soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-PI.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par le pouvoir adjudicateur.

En complément des dispositions de l'article 39 du CCAG-PI et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif, retards successifs et/ou absences répétées aux réunions ;
- Si le Titulaire n'honore pas un bon de commande ;
- Si le Titulaire ne fournit pas son attestation d'assurance ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, sauf dans les cas prévus aux i, m, n et k de l'article 39.1 du CCAG-PI, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

INSTANCES COMPETENTES

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché en ayant, notamment, recours à l'avis du comité consultatif national du règlement amiable (CCNRA).

En l'absence de règlement amiable du litige, le tribunal administratif de Paris est seul compétent. Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article 333-1 du code de la propriété intellectuelle sont de la compétence exclusive du juge judiciaire.

INTERVENTION DU CCNRA

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif national de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique.

La saisie du comité consultatif national de règlement amiable suspend les délais de recours prévus par le présent CCAG jusqu'à la décision du représentant du pouvoir adjudicateur après avis du comité.

Le délai de recours suspendu repart ensuite pour la durée restant à courir au moment de la saisine du comité. Le cocontractant qui saisit d'un différend ou d'un litige le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une. Toutefois, l'autre cocontractant peut en rembourser tout ou partie, après avis du comité.

21. DEROGATIONS

Liste des dérogations aux CCAG-PI :

CCAP	CCAG-PI
2	4
4	3.4.3
4	3.8.1
6	3.7.2
8	28, 28.4.2, 29
11	14.1.1, 14.1.2, 3.6.3
12	35.2.1, 35.2.2, 35.3.1
19	39.2